



**MINISTÈRE DE
L'ENVIRONNEMENT,
DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET NOUVELLE ÉCONOMIE
DU CLIMAT**

**SECRETARIAT GENERAL A L'ENVIRONNEMENT,
DEVELOPPEMENT DURABLE ET
NOUVELLE ECONOMIE DU CLIMAT**

**Unité de Coordination du Programme
d'Investissement pour la Forêt
« UC- PIF »**

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORET ET LA RESTAURATION DES
SAVANES « PIFORES »**

**Termes de référence pour les services d'un Consultant (Firme/cabinet
international) pour l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique
(EES) du secteur de la cuisson propre dans le cadre du PIFORES**

I. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Démocratique du Congo s'apprête à franchir une étape majeure dans sa transition énergétique avec le lancement au travers sa politique gouvernementale sa stratégie nationale de cuisson propre. Cette initiative ambitieuse vise en premier lieu la réduction de 50% la part du bois de cuisson d'ici 2035 en RDC en encourageant l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL), des foyers améliorés et de la cuisson électrique pour lutter contre la déforestation. Cette stratégie nationale de cuisson propre représente un tournant historique pour la RDC, conjuguant impératifs environnementaux, sanitaires, sociaux et économiques.

L'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) est la structure dédiée au Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable (MEDD) pour assurer la Maîtrise d'Ouvrage du Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes en sigle PIFORES.

Le PIFORES est un programme d'envergure prévu pour une enveloppe de 300 millions de dollars américains (290 millions USD de l'Association Internationale de Développement « IDA » et 10 millions de don du Programme d'Aide à la Gestion du Secteur de l'Énergie « ESMAP »). Le projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 02 juin 2023 et l'Accord de financement a été signé par le Gouvernement de la RDC le 04 septembre 2023.

Le PIFORES est structuré autour de cinq composantes :

1. Amélioration de l'aménagement du Territoire pour la gestion des ressources naturelles dans les zones ciblées

2. Développement de l'agroforesterie et des chaînes de valeur pour la gestion durable des paysages et l'amélioration des moyens de subsistance
3. Développement d'une chaîne de valeur durable pour l'énergie et la cuisson efficace
4. Approches améliorées et innovantes pour la mesure, le rapportage et la vérification (MRV) et le financement climatique basé sur les résultats
5. Mise en œuvre et suivi et évaluation du projet

La composante 3 comprend deux sous-composantes notamment : la 3.2 « Appui à la transition vers des énergies plus efficaces et des solutions de cuisson plus propres » dont la mise en œuvre est confiée à l'Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieu Rural et périurbain (ANSER).

La sous-composante 3.2 comporte deux volets :

- Premier volet : La création d'un mécanisme de financement basé sur les résultats (RBF) pour la cuisson afin de fournir des incitations financières pour attirer les investissements du secteur privé et fournir des solutions de cuisson propres et efficaces éligibles avec un niveau de résultats prédéfini et des déclencheurs de paiement (16 millions de dollars) ;
- Deuxième volet : La fourniture d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités institutionnelles et d'un soutien à la mise en œuvre afin d'encourager un environnement propice aux solutions de cuisson propres et efficaces (4 millions de dollars).

Le PIFORES vise à soutenir la transition de la RDC vers une cuisson propre en s'attaquant aux contraintes d'approvisionnement et en stimulant la demande des utilisateurs pour des fourneaux plus efficaces et plus propres, ainsi que des combustibles de cuisson propres alternatifs, dans les provinces ciblées notamment Kinshasa, Kongo-Central, Kwilu, Kasai, Kasai - Central, Kasai - Oriental et Lomami. L'accès à des solutions de la cuisson propre sera fourni à environ 2,5 millions de personnes (500 000 ménages), principalement dans les zones urbaines et périurbaines.

Ainsi, l'UC-PIF se propose de recruter un consultant (firme/cabinet) pour mener une Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) du secteur de la cuisson propre dans les provinces du PIFORES.

1.2. Évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS)

La EESS est une démarche systématique visant à évaluer, le plus en amont possible, les impacts environnementaux et sociaux des politiques, plans ou programmes (PPP). En intégrant l'examen de différentes alternatives, la EESS veille à ce que les considérations environnementales et sociales soient prises en compte dans les processus décisionnels, oriente l'élaboration de PPP durables en évaluant les effets environnementaux cumulatifs et permet d'identifier précocement les impacts potentiels, facilitant ainsi des décisions plus éclairées et plus durables.

L'EESS joue le rôle :

- Évaluer les risques et impacts liés à la gestion forestière, la restauration des savanes, l'agroforesterie, l'aménagement du territoire et les moyens de subsistance ;

- Assurer la conformité avec les politiques de sauvegardes environnementale et sociale de la RDC et les exigences de la Banque mondiale (CES) ;
- Renforcer l'acceptabilité sociale en intégrant les communautés locales, les peuples autochtones, les femmes et les jeunes dans la planification et la mise en œuvre ;
- Orienter les décisions vers des approches inclusives et écologiquement viables, notamment pour la restauration, la gouvernance foncière et la gestion participative des ressources naturelles.

L'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) du Programme PIFORES constitue un outil de planification et d'aide à la décision visant à anticiper, évaluer et intégrer les impacts environnementaux et sociaux potentiels de la sous-composante 3.2 « Appui à la transition vers des énergies plus efficaces et des solutions de cuisson plus propres » du programme PIFORES, tout en proposant des mesures d'atténuation, de bonification et de suivi adaptés.

Cette portée de l'Evaluation Environnementales et Sociales Stratégique (EESS) du secteur cuisson propre se base sur :

1. Couverture de l'Ensemble de la Chaîne de Valeur

Contrairement aux évaluations traditionnelles, cette EESS couvre **toute la chaîne de valeur** des solutions de cuisson propre :

- Production/importation des équipements et combustibles
- Distribution et logistique
- Utilisation finale par les ménages
- Gestion en fin de vie (recyclage, élimination des bouteilles de gaz, batteries, équipements usagés)

Cette approche holistique permet d'identifier les **impacts cumulatifs et interconnectés** à chaque maillon de la chaîne.

2. Intégration des dimensions environnementales, sociales et institutionnelles

Cette approche holistique permet d'identifier les **impacts cumulatifs et interconnectés** à chaque maillon de la chaîne.

"Les résultats attendus de cette EESS incluent : (1) un état de référence environnemental et social complet avec cartographie des zones sensibles ; (2) un cadre de gestion stratégique directement opérationnel ; (3) un plan d'action chiffré aligné sur l'objectif de 40 millions de bénéficiaires d'ici 2030 ; (4) des recommandations de réformes réglementaires spécifiques pour la certification et le contrôle qualité ; (5) des indicateurs de performance mesurables et un système de suivi-évaluation ; (6) des stratégies d'inclusion genre et populations vulnérables validées par les parties prenantes ; (7) des directives standardisées réduisant les coûts et délais

des EIES ultérieures ; et (8) des outils de sensibilisation adaptés au contexte culturel de chaque province cible."

La mise en œuvre de la EESS a montré la nécessité d'une exécution précoce, adaptée au contexte, et d'un fort portage par les pouvoirs publics, la société civile et les communautés locales. La réussite repose sur la présence d'un « champion EESS » pour piloter le processus, une collaboration étroite avec le gouvernement, un cadrage (*scoping*) ciblée et une évaluation systématique des alternatives. Le processus doit être itératif, avec des objectifs et des méthodes clairs, et une communication transparente ainsi qu'une implication précoce des parties prenantes, éléments essentiels pour renforcer les capacités et maintenir l'influence sur les politiques.

1.3. OBJECTIFS DU SECTEUR DE CUISSON PROPRE DU PIFORES

La sous-composante 3.2 du PIFORES poursuit les objectifs ci-après :

- 500.000 ménages équipés de solution de cuisson dont 25% des ménages dirigés par des femmes ;
- 2.000 emplois supplémentaires créés localement par les opérateurs ;
- 2 textes de politiques et réglementations adoptées par le gouvernement central ;
Montant du financement privé mobilisé par le biais du Mécanisme RBF.
-

1.4. ACTIVITES DE LA CUISSON PROPRE DU PIFORES

L'Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieu Rural et périurbain (ANSER) a été désignée comme structure devant mettre en œuvre les activités de cuisson propre du PIFORES, avec le concours d'une assistance technique pour l'exécution du programme RBF qui a pour objectif d'atteindre 500 milles solutions de cuisson propre.

Concrètement, les activités de cuisson propre se résument en ces termes :

- Fournir des subventions à l'innovation aux entreprises locales pour les aider à faire face aux coûts initiaux associés à la mise en place du marché et aux activités de R&D. Les subventions cibleront les entreprises ayant un potentiel de croissance et d'innovation ;
- Améliorer les capacités de test, d'évaluation et de certification des foyers du Centre d'Etudes et de Recherche sur les Energies Renouvelables de Kitsisa-Khonde (CERERK/ISTA) afin d'améliorer les normes de qualité de fabrication ;
- Soutenir l'élaboration de politiques et de réglementations conformes à la politique énergétique nationale provisoire (2022) ;
- Mettre en œuvre une campagne de communication visant à accroître la sensibilisation des consommateurs, l'acceptation et l'adoption de technologies de cuisson propres et de combustibles alternatifs ;
- Mettre en œuvre un programme de financement basé sur les résultats (RBF) (16 millions de dollars) visant à intensifier la commercialisation et l'adoption de foyers de qualité à des prix abordables.

1.5. NECESSITE D'UNE EESS POUR LE SECTEUR DE LA CUISSON PROPRE

Le PIFORES est soumis aux exigences du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale, entrées en vigueur le 1er octobre 2018. L'évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet ont permis de le classer comme Projet à risque « Elevé » sur le plan environnemental et social conformément au CES de la Banque mondiale.

Une Étude Environnementale Sociale et Stratégique (EESS) du secteur de la cuisson propre dans les provinces du PIFORES s'avère indispensable pour les raisons suivantes :

- Évaluer les capacités institutionnelles et réglementaires du secteur pour garantir une mise en œuvre efficace et durable des solutions de cuisson propre ;
- Dans le cadre des activités du PIFORES, identifier et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels du secteur de la cuisson propre et les interactions éventuelles avec les enjeux de développement durable ;
- Assurer la prise en compte des considérations environnementales et sociales, dans la conception et la mise en œuvre des activités de la sous-composante 3.2 ;
- Fournir un cadre pour la gestion proactive des risques environnementaux et sociaux associés au déploiement de solutions de cuisson propre à grande échelle ;
- Informer les décideurs sur les options stratégiques et les mesures d'atténuation pour optimiser les bénéfices environnementaux et sociaux du programme.
- Évaluer les lacunes institutionnelles, réglementaires et de capacités de la RDC pour traiter efficacement les priorités environnementales et sociales, y compris celles liées au Cadre environnemental et social (CES) de la Banque mondiale.
- Assurer l'implication active des parties prenantes — notamment les entités gouvernementales, les organisations de la société civile (OSC) et les communautés locales — dès le lancement du processus d'ÉESS, de manière intégrée. Cette approche vise à favoriser un dialogue et des retours continus, renforçant ainsi l'appropriation et garantissant une mise en œuvre efficace.

L'EESS permettra également de produire des instruments de gestion des risques environnementaux et sociaux adaptés aux spécificités des sous-projets de la sous-composante 3.2 du PIFORES.

II. Objectifs de l'EESS

2.1. Objectif général

L'objectif général d'intégrer les considérations environnementales et sociales dans la planification stratégique et la mise en œuvre des activités liées au secteur de la cuisson propre dans le cadre du PIFORES, afin d'optimiser les impacts positifs et de minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs potentiels.

2.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'EESS sont :

1. Évaluer de manière stratégique les risques, impacts et opportunités environnementaux et sociaux du développement du secteur de la cuisson propre dans les provinces cibles, en analysant les conditions de référence (Scoping Study), les impacts cumulatifs et interconnectés, ainsi que les contraintes liées à l'environnement, aux ressources naturelles et au changement climatique ;
2. Analyser l'adéquation et la cohérence du cadre politique, réglementaire et institutionnel national avec les exigences de durabilité du secteur, incluant l'évaluation des capacités, des normes de qualité et de sécurité, de la gestion de fin de vie des équipements, et de l'alignement avec le Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale ;
3. Formuler des recommandations stratégiques pour l'amélioration des politiques, réglementations, plans et pratiques du secteur, incluant les réformes nécessaires, le renforcement institutionnel, et l'intégration des dimensions de genre et d'inclusion sociale ;
4. Élaborer les instruments stratégiques de gestion, de suivi et d'orientation pour la mise en œuvre durable du secteur, incluant un cadre de gestion environnementale et sociale, une stratégie de suivi-évaluation, un plan d'action priorisé, et des directives pour les études d'impact ultérieures ;
5. Éclairer et influencer les stratégies, programmes et interventions de marché du secteur de la cuisson propre en RDC, en fournissant des analyses fondées sur des données probantes pour orienter les décisions des acteurs publics et privés.

III. Portée de l'étude

L'EESS couvrira l'ensemble du secteur de la cuisson propre (foyers améliorés, GPL, plaques électriques, innovations comme les cuiseurs solaires ou à pellets, chaînes d'approvisionnement en combustible, les politiques publiques et les initiatives de sensibilisation et financement pour les ménages) dans les sept provinces ciblées par le PIFORES : Kinshasa, Kongo-Central, Kwilu, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental et Lomami, sans préjudice d'avoir un aperçu national, ou il soit possible ou applicable.

Elle adressera les principales activités prévues dans la sous-composante 3.2, notamment :

- Le mécanisme de financement basé sur les résultats (RBF) visant à promouvoir l'adoption de solutions de cuisson propre.
- Les subventions à l'innovation pour les entreprises locales.
- Le renforcement des capacités de test, d'évaluation et de certification des foyers.
- L'élaboration de politiques et réglementations.
- Les campagnes de communication et de sensibilisation.

3.1. Approche de la portée

Contrairement à une EESS classique qui se concentre principalement sur l'identification et l'atténuation des impacts environnementaux et sociaux directs, la présente EESS adopte une approche stratégique et systémique qui met l'accent sur :

- **Les dimensions politiques et institutionnelles** : L'analyse approfondie du cadre politique, légal et réglementaire qui régit le secteur de la cuisson propre en RDC, l'évaluation des capacités institutionnelles des structures impliquées (ANSER, CERERK, ministères sectoriels), et l'identification des lacunes et opportunités de renforcement institutionnel ;
- **La gouvernance sectorielle** : L'examen des mécanismes de coordination entre acteurs publics et privés, l'évaluation des systèmes de contrôle qualité et de certification, l'analyse des mécanismes de financement et de subvention, et l'efficacité des systèmes de suivi et d'évaluation ;
- **L'approche systémique de la chaîne de valeur** : Contrairement aux EESS traditionnelles qui se limitent souvent à une phase spécifique d'un projet, cette EESS couvrira l'ensemble du cycle de vie des solutions de cuisson propre, de la production/importation jusqu'à la gestion en fin de vie des équipements.

L'EES examina les interactions entre ces activités et les différentes dimensions notamment les dimensions environnementales, sociales, institutionnelles et de gouvernance.

3.2. Dimensions environnementales

- Qualité de l'air (intérieur et extérieur)
- Émissions de gaz à effet de serre
- Gestion des ressources forestières et biomasse
- Gestion des déchets (notamment les équipements usagés et composants potentiellement dangereux)
- Utilisation des ressources énergétiques
- Impacts sur les écosystèmes et la biodiversité (Déforestation et perte des habitats)
- Hygiène et sécurité
- Technologie et chaîne de valeur
- Moindre déforestation.

3.3. Dimensions sociales

- Santé publique (notamment la réduction de l'exposition à la pollution de l'air intérieur)
- Genre (en particulier l'impact sur les femmes et les enfants)
- Inclusion des groupes vulnérables
- Inclusion des Populations autochtones
- Emploi et développement économique local
- Accessibilité technique et financière des solutions proposées
- Acceptabilité culturelle des nouvelles technologies de cuisson
- Exploitation et abus sexuels/harcèlement sexuel (EAS/HS)
- Engagement civique et citoyen des bénéficiaires des actions du projet.

3.4. Dimensions institutionnelles et de gouvernance

- Cadre politique, légal et réglementaire
- Capacités institutionnelles
- Coordination entre les acteurs publics et privés
- Mécanismes de financement et de subvention
- Contrôle de qualité et certification
- Systèmes de suivi et d'évaluation
- Secteur privé (opportunités, contraintes)

3.5. Approche intégrée et livrables spécifiques

L'EESS adopte une approche intégrée reconnaissant les interdépendances entre les dimensions environnementale, sociale, institutionnelle et de gouvernance. Elle produira les livrables spécifiques suivants :

- Matrice d'analyse de la chaîne de valeur détaillant les enjeux E&S, institutionnels et de gouvernance pour chaque segment ;
- Évaluation approfondie du cadre institutionnel et réglementaire avec identification des lacunes et recommandations ;
- Diagnostic de gouvernance sectorielle évaluant les mécanismes de coordination, financement, contrôle qualité et S&E ;
- Cartographie complète des acteurs de la chaîne de valeur (producteurs, importateurs, distributeurs, recycleurs) ;
- Plan de gestion environnementale et sociale de la chaîne de valeur couvrant tous les segments avec mesures d'atténuation, responsabilités, indicateurs et budget.

L'étude couvrira l'ensemble de la chaîne de valeur des solutions de cuisson propre, depuis la production/importation jusqu'à l'utilisation finale et la gestion en fin de vie des équipements.

IV. Méthodologie

Le consultant (Firme/cabinet international) proposera une méthodologie détaillée et adaptée pour la réalisation de l'EESS, en tenant compte du contexte spécifique du secteur de la cuisson propre en RDC et des provinces ciblées. Les méthodes et outils à intégrer seront en adéquation avec les méthodes d'identification et d'évaluation des impacts, de collecte et d'analyse de données, d'analyse des impacts environnementaux et sociaux, d'évaluation des alternatives et scénarios, de consultation et participation basé sur une approche de gestion adaptative et inclusive et les outils d'analyse spatiale et de modélisation. Cette approche permettra au consultant de rester flexible et réactif aux changements, permettant des ajustements et des retours des parties prenantes et des conditions en évolution.

La méthodologie devra donc privilégier l'analyse stratégique, l'évaluation comparative d'alternatives programmatiques, et la formulation de recommandations pour l'élaboration de politiques et le renforcement de la gouvernance sectorielle.

La méthodologie devra inclure les éléments suivants :

4.1. Phase de cadrage (Scoping Study)

Cette phase est déterminante pour définir la portée, les enjeux prioritaires et l'approche méthodologique de l'EESS. Elle constitue l'élément central qui permettra de recadrer l'étude au niveau stratégique approprié.

Objectifs spécifiques du cadrage :

- Réunion avec le commanditaire de la mission, pour une compréhension commune/ clarification des TdR,
- Définir les enjeux environnementaux et sociaux stratégiques du secteur de la cuisson propre en RDC
- Identifier les alternatives politiques et programmatiques à évaluer
- Préciser la contribution de l'EESS à l'élaboration des politiques sectorielles
- Établir une méthodologie affinée adaptée au niveau stratégique
- Analyse du contexte politique et programmatique
- Identification des enjeux stratégiques prioritaires du point de vue des dimensions politiques et de gouvernance, programmatiques, planification spatiale
- Définition des alternatives stratégiques
- Consultations stratégiques de cadrage
- Analyse documentaire approfondie (rapports existants, lois ou édits, accords internationaux ou régionaux, études sectorielles, documents de projet, etc.) ;

Le rapport de cadrage détaillé comprendra obligatoirement :

- Analyse du contexte politique et programmatique du secteur
- Matrice des enjeux environnementaux et sociaux stratégiques prioritaires (et non uniquement des enjeux de projet)
- Définition claire des alternatives stratégiques à évaluer
- Méthodologie affinée pour les phases suivantes (précisant les outils d'analyse stratégique)
- Plan d'engagement des parties prenantes adapté au niveau stratégique (décideurs, institutions)
- Plan de travail détaillé et calendrier
- Procès-verbaux des consultations de cadrage

4.2. Analyse de l'état initial environnemental et social

L'état de référence se concentrera sur les données stratégiques et contextuelles nécessaires à l'évaluation des options programmatiques, sans descendre au niveau de sites spécifiques de sous-projets.

- Collecte et analyse de données primaires et secondaires sur les conditions environnementales et sociales dans les provinces ciblées
- Réalisation d'enquêtes ciblées pour combler les lacunes d'information
- Cartographie des zones d'intervention et des ressources environnementales et sociales sensibles

- Analyse des pratiques actuelles de cuisson et leurs impacts environnementaux et sociaux
- Établissement d'indicateurs de référence pour le suivi ultérieur
- Production d'un rapport d'état initial

L'analyse restera au niveau macro et sectoriel, privilégiant les données secondaires et les synthèses existantes.

4.3. Évaluation institutionnelle, réglementaire et des capacités

Cette phase évalue la capacité du système de gouvernance à soutenir le développement durable du secteur de la cuisson propre. Il s'agit d'une analyse stratégique de :

- Analyse du cadre politique, légal et réglementaire relatif au secteur de l'énergie, de l'environnement et du développement socioéconomique en RDC
- Évaluation des capacités des institutions impliquées dans la gestion du secteur de la cuisson propre à travers l'approche structurée en plusieurs étapes combinant les outils qualitatifs et quantitatifs (cadre d'analyse des capacités, méthode participative, outils d'évaluation courants, revue documentaire et cartographie des parties prenantes) ;
- Identification des lacunes, défis et opportunités de renforcement institutionnel
- Analyse comparative avec les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale
- Consultations avec les acteurs institutionnels clés
- Production d'un rapport d'évaluation institutionnelle et réglementaire

4.4. Évaluation Comparative des Alternatives Stratégiques

Elle vise à éclairer les décideurs sur les choix programmatiques optimaux.

- Développement de scénarios stratégiques
- Critères d'évaluation des scénarios
- Méthodes d'évaluation stratégique
- Identification d'options stratégiques combinées

Rapport d'évaluation comparative des alternatives stratégiques avec recommandations d'orientation programmatique pour les décideurs

4.5. Analyse des opportunités, risques, alternatives et mesures d'atténuation

Cette section se concentrera sur l'évaluation des impacts cumulatifs et systémiques des options stratégiques identifiées

L'analyse prospective doit également mettre en valeur le potentiel économique et social de la cuisson propre en termes d'opportunités d'emplois, de création de richesses et de chaînes de valeur.

Il s'agit de :

- L'évaluation des impacts :
- Analyses prospectives et scénarios
- Modélisation prédictive des impacts environnementaux et sociaux
- Analyse du cycle de vie des solutions de cuisson propre
- Évaluation des risques environnementaux et sociaux
- Analyse coûts-avantages environnementaux et sociaux
- Analyse des impacts cumulatifs
- Analyse des impacts différenciés selon le genre
- Élaboration et évaluation d'alternatives stratégiques
- Développement de mesures d'atténuation adaptées
- Organisation d'ateliers de validation des résultats
- Production d'un rapport d'analyse des impacts, alternatives et mesures d'atténuation

Les mesures d'atténuation proposées seront de nature stratégique et politique (réformes, orientations, directives)

4.6. Recommandations et élaboration du Cadre de gestion environnementale et sociale stratégique

- Synthèse des résultats des phases précédentes
- Formulation de recommandations pour optimiser les bénéfices et atténuer les impacts négatifs
- Développement d'un cadre de gestion environnementale et sociale stratégique
- Élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre
- Définition d'indicateurs de suivi et d'un plan de surveillance
- Opportunités pour des associations avec le secteur privé ;
- Organisation d'un atelier de validation pour prendre en compte tous les enrichissements des parties prenantes et les intégrer dans le draft. Ensuite viendra la production du rapport final ;
- Production du rapport final de l'EESS

Le contenu du cadre stratégique doit contenir :

a) Principes et orientations stratégiques

- Principes directeurs pour l'intégration E&S dans le secteur
- Orientations pour la prise de décision aux niveaux politique et programmatique
- Critères de durabilité pour l'évaluation des interventions sectorielles

b) Recommandations de réformes politiques et réglementaires

- Réformes législatives prioritaires
- Ajustements des politiques sectorielles
- Instruments économiques à développer
- Mécanismes de gouvernance à renforcer

c) Cadre institutionnel et de gouvernance

- Arrangements institutionnels recommandés
- Mécanismes de coordination sectorielle
- Plan de renforcement des capacités institutionnelles
- Rôles et responsabilités des acteurs

d) Orientations pour les interventions programmatiques

- Critères de sélection et de priorisation des technologies et approches
- Orientations pour la conception des mécanismes de financement (RBF, subventions)
- Directives de haut niveau pour les sous-projets (cadre de référence E&S)
- Approches recommandées pour l'engagement des parties prenantes

e) Système de suivi-évaluation stratégique

- Indicateurs de performance stratégiques (niveau politique, sectoriel, programmatique)
- Mécanismes de suivi des réformes et de la gouvernance
- Dispositif d'apprentissage adaptatif
- Processus de revue périodique de la stratégie sectorielle

f) Plan d'action de mise en œuvre

- Actions prioritaires à court, moyen et long terme
- Responsabilités institutionnelles
- Ressources requises
- Calendrier de mise en œuvre

Livrables : Cadre de gestion environnementale et sociale stratégique avec plan d'action, système de suivi et orientations pour le développement du secteur

4.7. Engagement des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes dans une EESS doit porter sur les choix stratégiques et politiques. La consultation privilégiera le dialogue avec les décideurs et les acteurs institutionnels.

Tout au long du processus d'EESS, le consultant devra assurer un engagement effectif des parties prenantes, notamment :

- Identification et cartographie détaillée des parties prenantes
- Organisation de consultations publiques aux niveaux national et provincial
- Ateliers thématiques avec des groupes spécifiques (femmes, jeunes, PA, secteur privé, autorités locales, etc.)
- Mécanismes de feedback et de prise en compte des préoccupations exprimées
- Leçons apprises

- Documentation transparente du processus de consultation

NB: Les méthodes utilisées devront être participatives, inclusives et adaptées au contexte culturel et socioéconomique des différentes provinces ciblées.

V. Durée de la mission et calendrier des livrables

5.1. Durée de la mission

La mission se déroulera dans les sept (7) Provinces du Projet dont Kinshasa, Kongo-Central, Kwilu, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental et Lomami. La durée d'exécution des prestations est de 100 jours.

5.2. Livrables et calendrier

Le Consultant rédigera un rapport d'EESS comportant cent (100) pages au maximum, respectant la taille 12, du caractère Arial ou times new romans, sans compter les annexes ; ce rapport devra être concis, et centré sur les résultats des analyses effectuées, les conclusions et les actions recommandées, avec cartes et tableaux de synthèse. Il sera complété par des annexes contenant toutes les données d'appui, analyses complémentaires, et les procès-verbaux et résumés des consultations et liste des participants.

Le consultant devra fournir les livrables suivants :

- Rapport de démarrage ;
- Rapport de cadrage ;
- Rapport provisoire de l'EESS ;
- Rapport final de l'EESS.

Le (a) consultant (e) fournira les livrables suivants, *sous format Word sur support électronique* et conformément aux dates indiquées :

Phase	Activités principales	Durée
Phase de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de l'équipe, réunion de cadrage, revue documentaire préliminaire - Méthodologie détaillée - Plan de travail et calendrier d'exécution - Structure de l'équipe et répartition des tâches - Plan d'engagement des parties prenantes 	7 jours
Phase de cadrage	<ul style="list-style-type: none"> - Portée de l'EESS affinée - Enjeux environnementaux et sociaux 	À soumettre 21 jours après le

Phase	Activités principales	Durée
	<p>prioritaires identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parties prenantes clés et leurs intérêts/préoccupations - Diagnostic rapide des combustibles et technologies de cuisson propres : combustibles et technologies utilisées ; les acteurs du marché ; les normes/le paysage des essais ; liens entre la santé, l'environnement, le climat, le genre et les moyens de subsistance ; Stratégies et programmes existants. - Méthodologie détaillée pour les phases suivantes - Analyse documentaire approfondie, consultations préliminaires, identification des enjeux prioritaires, élaboration du plan d'engagement des parties prenantes 	<p>lancement de l'étude</p>
<p>Rapport provisoire de l'EES</p> <p>État initial environnemental et social</p> <p>Évaluation institutionnelle et réglementaire</p> <p>Analyse des impacts et alternatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Descente sur le terrain - Collecte et analyse de données, enquêtes complémentaires, cartographie, établissement des indicateurs de référence - Analyse du cadre légal et institutionnel, légal et réglementaire évaluation des capacités, analyse comparative - Évaluation des impacts potentiels, développement et analyse des alternatives, élaboration des mesures d'atténuation, consultations des parties prenantes - Description détaillée des conditions environnementales et sociales de référence - Cartographie des zones d'intervention et des ressources sensibles 	<ul style="list-style-type: none"> - À soumettre 90 jours après le lancement de l'étude

Phase	Activités principales	Durée
	<ul style="list-style-type: none"> - Indicateurs de référence pour le suivi - Analyse du cadre politique, - Analyse comparative avec les normes de la Banque mondiale - Recommandations pour le renforcement du cadre institutionnel - Évaluation détaillée des impacts potentiels (positifs et négatifs) - Analyse des impacts cumulatifs - Description et évaluation des alternatives stratégiques - Mesures d'atténuation proposées 	
<p>Rapport final de l'EES</p> <p>Élaboration du cadre de gestion stratégique et finalisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse des résultats, élaboration du cadre de gestion, plan d'action, atelier de validation finale, finalisation du rapport - Prise en compte des commentaires par l'UC-PIF et la Banque - Cadre de gestion environnementale et sociale stratégique - Plan d'action de mise en œuvre - Indicateurs de suivi et plan de surveillance - Annexes techniques (rapports de consultation, données brutes, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 jours - À soumettre 100 jours après le lancement de l'étude
Total		100 jours

VI. Profil et qualification de l'équipe de consultants

Le Consultant (Firme/cabinet) devra disposer d'une équipe compétente pour la réalisation efficace et efficiente de la mission.

Le Consultant doit répondre aux critères ci-après :

- Être un Bureau d'études international associé à un bureau d'études national agréé par l'ACE ;
- Justifier d'au moins trois (02) EESS au cours cinq (05) dernières années ;
- Avoir réalisé au moins une EESS avec le CES ;
- Avoir suivi une formation sur le CES et ainsi qu'une bonne connaissance des lois et règlements environnementaux et sociaux en vigueur en RDC
- Justifier d'une expérience opérationnelle avérée en RDC, avec une expérience spécifique dans les provinces ciblées du projet fortement souhaitée ;
- Avoir un code de bonne conduite et une claire politique interne visant la prévention et la réponse du harcèlement, de l'exploitation et de l'abus sexuels, y compris un plan régulier de formation du personnel conforme aux standards minimums du projet
- Maîtriser au moins deux langues locales de la zone d'intervention notamment Lingala, Swahili, Tshiluba, afin d'assurer une communication fluide avec les bénéficiaires ;
- La connaissance d'au moins deux langues (Lingala, Kikongo, Tshiluba) de l'espace de la mission pour l'équipe
- L'équipe devra être multidisciplinaire et intégrer des experts qualifiés ayant une bonne connaissance du cadre juridique, institutionnel, environnemental et social de la RDC.

Le Consultant (firme) devra proposer un personnel - clé qui comprend les postes ci-après :

- Chef de mission / Expert en évaluations environnementales stratégiques ;
- Expert International en Biodiversité et Conservation

- Expert en énergies domestiques / cuisson propre ;
- Spécialiste en développement social et genre ;
- Spécialiste en politiques environnementales et gouvernance ;
- Expert local en environnement ;

6.1. Chef de mission / Expert International en évaluations environnementales stratégiques

Le Chef de mission, l'Expert International sera responsable de la coordination générale de la mission avec l'objectif principal d'assurer le déroulement normal de la mission, en termes de délais, de qualité et de coûts. Il (elle) fera tout pour minimiser l'impact des difficultés qui pourraient surgir en cours d'exécution. Il (elle) aura obligation de tenir informé régulièrement l'UC-PIF sur l'avancement des activités.

Le Chef de mission doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en sciences environnementales, développement durable ou domaine connexe ;
- Justifier d'au moins au moins 15 ans d'expérience dans la réalisation d'évaluations environnementales stratégiques et/ou d'études d'impact environnemental et social, dont au moins 3 EESS pour des programmes de grande envergure ;

- Avoir une connaissance approfondie du secteur énergétique, idéalement avec une expérience dans le domaine de la cuisson propre ou des énergies domestiques ;
- Avoir une expérience en Afrique sub-saharienne, de préférence en RDC ;
- Avoir une maîtrise du Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale ;
- Avoir d'excellentes compétences en gestion de projet, communication et rédaction en français

6.2. Expert International en Biodiversité et Conservation

- Titulaire d'un Doctorat (PhD) ou, à défaut, d'un Master (minimum) en sciences biologiques, écologie, gestion de la biodiversité, conservation des ressources naturelles ou domaine connexe
- Justifier d'au moins 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la conservation de la biodiversité, des écosystèmes naturels et des évaluations environnementales stratégiques ;
- Avoir conduit au moins cinq (5) missions d'EESS ou une EIES avec un focus sur la biodiversité, dans le cadre de projets financés par des institutions multilatérales (Banque Mondiale, BAD, etc.)
- Avoir une expérience avérée en Afrique subsaharienne, avec un atout majeur pour les interventions dans le Bassin du Congo ;
- Maîtriser les enjeux liés à la biodiversité dans les projets énergétiques ou forestiers, notamment les impacts potentiels liés à la production et à l'utilisation de bois-énergie ;
- Avoir une bonne connaissance des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque Mondiale, les Normes de Performance de la SFI ou autres standards internationaux, etc.) ;
- Maîtriser les dynamiques de déforestation induites par la collecte de bois-énergie et capacité à analyser les pressions anthropiques exercées sur la biodiversité ;
- Bonne compréhension des alternatives énergétiques durables (foyers améliorés, biogaz, GPL, etc.) et de leur impact environnemental, notamment sur la réduction de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes)
- Aptitude à intégrer les enjeux de conservation dans les stratégies de développement et à proposer des mesures d'atténuation et de compensation écologiques réalistes et efficaces.

6.3. Expert en énergies domestiques / cuisson – propre

L'Expert en énergies domestiques / cuisson propre doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en génie énergétique, développement durable ou domaine similaire ;
- Justifier d'au moins 7 ans d'expérience dans le secteur des énergies domestiques, avec une expertise spécifique dans les technologies de cuisson propre ;

- Avoir une connaissance approfondie des enjeux techniques, économiques et sociaux liés à la transition vers la cuisson propre ;
- Avoir une expérience dans la conception et/ou l'évaluation de projets de cuisson propre en Afrique ;
- Avoir la maîtrise du français.

6.4. Spécialiste en Développement Social et Genre

Le Spécialiste en Développement Social et Genre doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en sciences sociales, études de genre, développement communautaire ou domaine similaire ;
- Justifier d'au moins 8 ans d'expérience dans l'analyse et l'intégration des aspects sociaux et genre dans les projets de développement ;
- Avoir une expérience spécifique dans l'évaluation des impacts sociaux des interventions énergétiques au niveau des ménages ;
- Avoir une compétence avérée en matière d'organisation de consultations publiques et d'engagement des parties prenantes ;
- Avoir une expérience en RDC, de préférence dans les zones de l'étude ;
- Avoir une maîtrise du français

6.5. Spécialiste en Politiques Environnementales et Gouvernance

Le Spécialiste en Politiques Environnementales et Gouvernance doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en politiques environnementales, gouvernance, droit de l'environnement ou domaine similaire ;
- Justifier d'au moins 8 ans d'expérience dans l'analyse des cadres politiques, légaux et institutionnels environnementaux ;
- Avoir une connaissance du secteur énergétique et environnemental en RDC ou dans des contextes similaires ;
- Avoir une expérience dans le renforcement des cadres de gouvernance environnementale ;
- Avoir la maîtrise du français et des langues de l'espace de l'étude est un atout.

6.6. Expert local en environnement

L'Expert local en environnement doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en sciences environnementales, gestion des ressources naturelles ou domaine similaire ;

- Justifier d'au moins 8 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement et du développement durable en RDC ;
- Avoir la connaissance approfondie du contexte environnemental, social et institutionnel de la RDC ;
- Avoir l'expérience de travail avec les communautés locales dans les provinces ciblées par le projet ;
- Avoir la maîtrise du français et des langues locales pertinentes

L'équipe pourra être complétée par d'autres experts selon la méthodologie proposée par le consultant, notamment des experts provinciaux connaissant bien les contextes spécifiques des zones d'intervention.

VII. Obligation du consultant

Le Consultant est responsable de :

- La description de la méthodologie utilisée pour réalisation de cette évaluation environnementale et sociale stratégique ;
- La conception et de la conduite de l'étude conformément au CES de la Banque mondiale, y compris le recueil de toute information pertinente auprès de personnes ou structures ressources qu'il identifiera ;
- La fourniture des livrables dans les délais et formats requis, en vue de leur revue et approbation ;
- L'organisation et de la tenue des sept (7) ateliers de validation de l'étude auprès des parties prenantes du projet.

Durant toute la mission, le Consultant, aura un devoir de réserve et de confidentialité dans le respect des règles et des procédures en vigueur au niveau national et à la Banque mondiale.

VIII. Contenu indicatif du rapport d'EESS

Le rapport d'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EES) devra se concentrer sur les dimensions stratégiques du secteur de la cuisson propre en RDC, en mettant l'accent sur les politiques, programmes, cadre institutionnel et renforcement des capacités. Le rapport comprendra les sections suivantes :

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

- Synthèse des principaux constats de l'EES
- Enjeux environnementaux et sociaux stratégiques identifiés
- Recommandations clés sur les politiques et programmes
- Besoins prioritaires en renforcement institutionnel et des capacités

2. INTRODUCTION

2.1. Contexte et justification de l'EES

- Présentation du PIFORES et de la composante cuisson propre
- Objectifs de l'EES du secteur de la cuisson propre
- Portée géographique et temporelle de l'évaluation stratégique

2.2.Approche méthodologique

- Cadre conceptuel de l'EESS
- Méthodes de collecte et d'analyse des données stratégiques
- Consultation des parties prenantes institutionnelles et politiques
- Analyse documentaire (politiques, stratégies, programmes existants)

3. CADRE POLITIQUE, LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

3.1.Analyse du cadre politique national

- Politiques nationales relatives à l'énergie domestique et la cuisson propre
- Stratégies sectorielles pertinentes (environnement, foresterie, énergie, genre, santé)
- Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et engagements climat
- Politiques de lutte contre la déforestation et dégradation forestière
- Stratégies de développement durable et Objectifs de Développement Durable (ODD)

3.2.Cadre légal et réglementaire

- Législation environnementale et forestière applicable
- Réglementations sur l'exploitation du bois-énergie et charbon de bois
- Normes et standards pour les combustibles et équipements de cuisson
- Dispositions légales sur la participation communautaire et les droits fonciers
- Conformité avec les normes environnementales et sociales (NES) de la Banque Mondiale

3.3.Architecture institutionnelle

- Cartographie des institutions impliquées dans le secteur de la cuisson propre
- Analyse des mandats, rôles et responsabilités des acteurs institutionnels
- Mécanismes de coordination intersectorielle existants
- Identification des chevauchements, lacunes et conflits de compétences
- Rôle du secteur privé et de la société civile dans la gouvernance du secteur

3.4.Cohérence et synergies programmatiques

- Inventaire des programmes et projets en cours dans le secteur
- Analyse de complémentarité avec les initiatives existantes (REDD+, programmes énergétiques, etc.)
- Identification des opportunités de synergies et de mise en cohérence
- Risques de duplication et recommandations d'harmonisation

4. ANALYSE STRATÉGIQUE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

4.1.Enjeux environnementaux stratégiques

- Pression sur les ressources forestières et dynamique de la déforestation
- Impacts sectoriels sur la biodiversité et les écosystèmes prioritaires
- Contribution du secteur aux émissions de GES et à la pollution atmosphérique
- Liens entre cuisson propre, gestion durable des forêts et restauration des savanes
- Vulnérabilité du secteur aux changements climatiques

4.2.Enjeux sociaux et socio-économiques stratégiques

- Profil socio-économique des utilisateurs de combustibles traditionnels
- Impacts sanitaires de la cuisson traditionnelle (pollution intérieure, maladies respiratoires)
- Dimension genre : charge de travail des femmes et accès aux ressources énergétiques
- Économie informelle du bois-énergie et charbon de bois
- Acceptabilité sociale et barrières culturelles aux technologies de cuisson propre
- Enjeux de sécurité énergétique des ménages vulnérables

4.3.Analyse des parties prenantes stratégiques

- Cartographie des acteurs clés (institutions, secteur privé, société civile, communautés)
- Analyse des intérêts, influences et capacités des parties prenantes
- Identification des groupes vulnérables et marginalisés
- Mécanismes de participation et consultation existants

5. ÉVALUATION DES OPTIONS STRATÉGIQUES ET SCÉNARIOS

5.1.Scénario de référence (Business as usual)

- Évolution tendancielle du secteur sans intervention du PIFORES
- Projections des impacts environnementaux et sociaux

5.2.Scénarios alternatifs de développement du secteur

- Scénario 1 : Promotion des foyers améliorés à biomasse
- Scénario 2 : Transition vers les combustibles modernes (GPL, électricité, biogaz)
- Scénario 3 : Approche mixte et graduelle (échelle énergétique)
- Scénario 4 : Modèle basé sur la gestion durable et la production locale de biomasse

5.3.Analyse comparative des scénarios

- Évaluation environnementale et sociale de chaque scénario
- Analyse de faisabilité institutionnelle, technique et financière
- Identification du scénario optimal ou de la combinaison recommandée

6. ANALYSE DES LACUNES ET BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

6.1.Évaluation des capacités institutionnelles

- Capacités techniques et humaines des institutions clés
- Ressources financières et logistiques disponibles
- Systèmes de suivi-évaluation et de gestion de l'information
- Capacités de coordination et de collaboration intersectorielle

6.2.Identification des lacunes critiques

- Lacunes en matière de politiques et de cadre réglementaire
- Faiblesses institutionnelles et organisationnelles
- Déficients de compétences techniques et managériales
- Insuffisances dans les systèmes de gouvernance et de redevabilité

6.3.Besoins en renforcement des capacités

- **Niveau politique et stratégique** : Élaboration/révision de politiques sectorielles, mécanismes de coordination
- **Niveau institutionnel** : Restructuration organisationnelle, systèmes de gestion, équipements
- **Niveau technique** : Formation spécialisée (normes, contrôle qualité, gestion environnementale et sociale)
- **Niveau opérationnel** : Sensibilisation, formation des acteurs de terrain, outils de travail
- **Niveau communautaire** : Autonomisation des communautés, organisations locales

7. CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE

7.1.Principes directeurs

- Principes de durabilité environnementale et sociale
- Approche basée sur les droits humains et l'équité genre
- Principe de précaution et de gestion adaptative

7.2.Mesures stratégiques d'atténuation et d'optimisation

- **Mesures politiques et réglementaires** : Recommandations pour l'amélioration du cadre légal
- **Mesures institutionnelles** : Renforcement de la gouvernance et coordination sectorielle
- **Mesures programmatiques** : Orientations pour la conception des interventions du PIFORES

- **Mesures techniques** : Standards et bonnes pratiques à promouvoir
- **Mesures de sauvegarde sociale** : Protection des groupes vulnérables, mécanismes de gestion des plaintes

7.3. Cadre de suivi-évaluation stratégique

- Indicateurs stratégiques environnementaux et sociaux
- Mécanismes de suivi des politiques et programmes
- Dispositifs de reporting et d'évaluation périodique
- Rôles et responsabilités institutionnelles dans le suivi

8. PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

8.1. Stratégie globale de renforcement des capacités

- Vision et objectifs du programme de renforcement
- Approche et principes directeurs
- Ciblage des bénéficiaires prioritaires

8.2. Plan d'action de renforcement des capacités

- **Axe 1 : Renforcement institutionnel et organisationnel**
 - Actions de restructuration et clarification des mandats
 - Amélioration des systèmes de gestion et de coordination
- **Axe 2 : Développement des compétences techniques**
 - Programmes de formation (normes, certification, contrôle qualité)
 - Développement d'outils et manuels techniques
- **Axe 3 : Renforcement des systèmes de sauvegarde**
 - Formation sur les NES et les instruments de sauvegarde
 - Mise en place de cellules environnementales et sociales
- **Axe 4 : Sensibilisation et communication**
 - Campagnes de sensibilisation des parties prenantes
 - Développement de supports de communication

8.3. Budget indicatif et sources de financement

- Estimation des coûts par axe d'intervention
- Calendrier de mise en œuvre

9. PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES POLITIQUES ET DU CADRE INSTITUTIONNEL

9.1. Recommandations pour l'amélioration du cadre politique

- Élaboration d'une politique nationale de cuisson propre
- Intégration dans les stratégies sectorielles pertinentes
- Mécanismes d'incitation et de régulation

9.2. Réformes réglementaires recommandées

- Propositions d'amendement ou d'adoption de textes législatifs
- Normes et standards à développer ou harmoniser
- Mécanismes de contrôle et de sanction

9.3. Restructuration et coordination institutionnelle

- Proposition d'un modèle optimal de gouvernance du secteur
- Création/renforcement de mécanismes de coordination
- Clarification des rôles et responsabilités institutionnels
- Plateformes multi-acteurs à mettre en place

9.4. Feuille de route pour la mise en œuvre des réformes

- Priorisation des actions de réforme

- Responsabilités institutionnelles
- Échéancier de mise en œuvre

10. MÉCANISME DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

10.1. Processus de consultation mené lors de l'EES

- Synthèse des consultations institutionnelles et stratégiques réalisées
- Principales préoccupations et recommandations des parties prenantes

10.2. Cadre de participation continue

- Mécanismes institutionnels de participation des parties prenantes
- Plateformes de dialogue politique et technique
- Inclusion des groupes marginalisés et vulnérables

11. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

11.1. Constats principaux

- Forces et opportunités du secteur
- Faiblesses et menaces identifiées

11.2. Recommandations prioritaires

- **Au niveau politique** : Orientations stratégiques pour le secteur
- **Au niveau institutionnel** : Réformes organisationnelles et de gouvernance
- **Au niveau programmatique** : Orientations pour les interventions du PIFORES
- **Au niveau du renforcement des capacités** : Priorités d'investissement

11.3. Conditions de succès

- Facteurs critiques pour la mise en œuvre effective
- Risques résiduels et mesures d'atténuation

12. ANNEXES

- Annexe 1 : Termes de référence de l'EES
- Annexe 2 : Liste des institutions et personnes consultées
- Annexe 3 : Bibliographie et références documentaires
- Annexe 4 : Matrice des politiques, lois et règlements analysés
- Annexe 5 : Cartographie institutionnelle détaillée
- Annexe 6 : Matrice de suivi-évaluation stratégique
- Annexe 7 : Compte-rendu des consultations incluant les photos
- Annexe 8 : cartes thématiques
- Annexe 9 : outils de collecte des données
- Annexe 10 : Curriculum vitae de l'équipe d'experts
- Annexe 11 : autres documents pertinents